

DP

# DOMAINE PUBLIC

**Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse**

Un point de vue de gauche, réformiste et indépendant

*En continu, avec liens et commentaires, sur [domainepublic.ch](http://domainepublic.ch)*

DP2063

Edition du  
22 décembre 2014

DANS CE NUMÉRO

---

**La vénérable «NZZ», les irrévérencieux et la liberté journalistique** (Yvette Jaggi)

La NZZ tangué à son tour. Voilà qui en dit long sur l'état de la presse écrite et sur la faiblesse de ses administrateurs

**Initiative Rasa: une alternative claire au chaos déclenché le 9 février 2014**

(Invité: Andreas Auer)

Andreas Auer, membre du comité d'initiative, répond à Daniel S. Miéville

**Plus je suis diplômé, plus je me déplace et plus je pollue** (Michel Rey)

Des études françaises et suisses identifient plus finement ceux dont les habitudes de mobilité sont les plus dommageables

**Rencontre européenne sur les Pédibus** (Sabine Estier)

Quand une micro-action citoyenne mène à demander que la mobilité autour des écoles soit pensée dès leur construction

# La vénérable «NZZ», les irrévérrencieux et la liberté journalistique

La NZZ tangué à son tour. Voilà qui en dit long sur l'état de la presse écrite et sur la faiblesse de ses administrateurs

Yvette Jaggi - 17 décembre 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27004>

Dans sa 235<sup>e</sup> année de parution, la *Neue Zürcher Zeitung* a, pour la première fois, précipité le départ de son rédacteur en chef, Markus Spillmann, qui aura fait huit ans seulement alors que ses trois prédécesseurs ont tenu chacun 24 ans en moyenne.

Pour la première fois également, un Romand préside le conseil d'administration de la société éditrice, depuis qu'en 1868 elle a pris la forme d'une SA dont l'actionnariat est réservé aux membres du parti libéral-radical. Et c'est justement à Etienne Jornod, par ailleurs président exécutif de Galenica, que des rumeurs concordantes attribuent non seulement le licenciement poli de Spillmann, mais aussi l'intention de le remplacer par Markus Somm, membre du PLR ainsi que biographe et homme-lige de Christoph Blocher. Un Markus Somm, présentement éditeur et rédacteur en chef de la *Basler Zeitung*, dont la nomination a fait fuir un bon tiers des abonnés!

Comment le conseil d'administration a-t-il pu avaliser les premiers contacts avec un personnage disqualifié par toute sa carrière professionnelle et par son histoire personnelle, y compris cette erreur de jeunesse,

l'occupation d'une ancienne brasserie au temps où Zurich brûlait? Comment concilier les choix avérés d'un rédacteur en chef proche de Christoph Blocher avec les [principes proclamés](#) par le président Jornod dans une pleine page du quotidien de référence zurichois, fidèle défenseur d'une ligne libérale en matière économique comme sur les questions sociétales? Une pleine page dont la tenue nous paraissait contraster avec le laisser-aller des administrateurs du *Temps* vendu au plus offrant ([DP 2050](#))...

## Pas de libéralisme d'obédience blocherienne

De toute évidence, la dédramatisation de Markus Somm a échoué, catégoriquement repoussée par les journalistes eux-mêmes, en deux étapes.

Dans la *NZZ am Sonntag*, le rédacteur en chef Felix E. Müller repousse la proposition faite par [Roger Köppel](#), rédacteur en chef de la blocherophile *Weltwoche*, qui préconise «*le désamorçage des guerres de tranchées névrotiques*» menées au sein du camp bourgeois et la nomination à la tête de la *NZZ* d'un journaliste faisant place

aux idées de l'UDC qui ne trouvent pas (encore) à s'y exprimer. «*Il n'y a pas de libéralisme d'obédience blocherienne*», affirme [Felix E. Müller](#) qui y voit tout simplement une insurmontable contradiction dans les termes.

Une vision que les journalistes du quotidien maison partagent et diffusent massivement sur les réseaux sociaux. Et, le lendemain, plus de 160 membres de la rédaction et une soixantaine de correspondants de la *NZZ* en Suisse et dans le monde [écrivent au conseil d'administration](#) pour lui faire part de leur inquiétude concernant le sort du journal, même après le [désistement](#) formel de Markus Somm.

On comprend leur souci. Car même si la ligne suivie par «*die alte Tante*» semble sauvée, même si le président Jornod a fait savoir depuis son lieu de vacances qu'il renonçait à son premier choix, le plus ancien quotidien zurichois, proche de l'économie et de la finance, se trouve, comme tous les quotidiens, dans une situation difficile, aggravée dans son cas par le sérieux retard pris en matière d'investissements technologiques.

Signe qui ne trompe pas: la *NZZ* ferme dans quelques mois

son imprimerie historique de Schlieren, à laquelle elle ne confiait de loin pas toutes les productions des Editions NZZ. Voilà qui annonce la volonté de développer enfin les versions numériques du journal, en particulier par sa version dominicale *NZZ am Sonntag*. Il faudra concilier les contenus rédactionnels des versions «*print*» et «*web*», ce qui pose problème culturellement et pratiquement dans nombre de journaux.

### **Risques financiers et politiques**

Par ailleurs, les connaisseurs savent les risques inhérents à la situation boursière du titre NZZ. Ses actifs sont notoirement sous-évalués - à commencer par le bâtiment historique de la Falkenstrasse inscrit au bilan pour le prix de son acquisition en 1894. En clair, le [groupe](#) de médias portant la marque NZZ pourrait être acquis, tous actifs et passifs compris, pour la très modique somme de 22 millions de francs. Opération théorique, rendue impossible par les actions liées dont la primauté a

encore été confirmée par l'Assemblée générale du printemps dernier, comme vient de le rappeler avec soulagement le président Jornod.

Le capital du groupe reste donc fermement en mains radicales. Pas forcément de quoi mettre fin aux inquiétudes des journalistes. Certes, nombre d'élus PLR ont dit leur attachement à une *Nouvelle gazette de Zurich* libérale et ouverte d'esprit. Mais ils sont bien placés pour mesurer l'enjeu en année électorale.

Certains stratèges ne voudraient rien moins que recoller radicaux et UDC. A coup d'[«annonces infographiques»](#), le PLR se positionne comme partie prenante d'une droite décidée à lutter au moins contre les 40'000 immigrants provenant des «*pays tiers*» (hors UE et AELE) et contre les touristes amateurs d'aides sociales - sous-entendu les mêmes personnes et familles, plus quelques autres.

Les élections cantonales du printemps prochain à Zurich

diront si les espoirs de réconciliation au moins thématique au sein de la droite sont fondés. Les partis PLR, UDC et PDC ont apparenté leurs listes et prévu les désistements opportuns. En cas de succès, la pression augmentera lors des élections fédérales de l'automne 2015, en vue de renforcer la droite aux Chambres, de maintenir le deuxième siège radical au Conseil fédéral et d'y remplacer Eveline Widmer-Schlumpf par un second UDC.

Parmi les autres protagonistes d'une NZZ plus proche de la droite nationaliste, on retrouve sans surprise les organisations faïtières de l'économie, economiesuisse et Arts et métiers en tête - l'Union suisse des paysans ne cultivant guère d'illusions à l'égard de la «*vieille tante*» trop ouvertement urbaine et *big business*.

Dans cette bataille pour le contrôle de la vénérable NZZ et pour leur propre dignité, les journalistes-défenseurs ne se retrouvent certes pas seuls, mais ils ont affaire à de fortes parties.

# Initiative Rasa: une alternative claire au chaos déclenché le 9 février 2014

Andreas Auer, membre du comité d'initiative, répond à Daniel S. Miéville

Invité: Andreas Auer - 20 décembre 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27029>

Daniel S. Miéville, qui connaît bien la politique fédérale et les médias, n'aime pas l'[initiative Rasa](#), lancée le 2 décembre 2014. Il la juge discutable sur le fond et dangereuse sur la forme ([DP 2062](#)). Prévisible dans un milieu où l'on préfère avoir raison plutôt que d'agir, cette prise de position passe toutefois à côté de l'essentiel.

L'essentiel pour le [groupe Rasa](#) n'est pas d'avoir raison. Car personne ne sait, plus de dix mois après l'acceptation de l'initiative sur les contingentements, comment le nouvel article constitutionnel va être mis en œuvre ni quelles en seront les conséquences. Tout porte à penser que dans deux ans, ce sera pire. L'essentiel est de donner au peuple et aux cantons la possibilité de sortir de l'impasse dans lequel les milieux politiques, à Berne aussi bien qu'à Bruxelles et dans les capitales européennes, sont en train de glisser doucement et dans le désordre. L'essentiel est de donner au peuple une claire alternative aux solutions ambiguës qui se dessinent à l'horizon pour ce qui est, notamment, du maintien des bilatérales et de notre politique d'immigration.

Non, le groupe Rasa ne dit pas que le peuple n'a rien compris et s'est trompé le 9 février.

Nous ne disons pas non plus qu'il a été trompé, car même ceux qui connaissent bien les arcanes de la politique fédérale ne peuvent connaître les raisons qui ont amené une courte majorité, fort hétéroclite, à voter oui. C'est là la magie de la démocratie directe ([Le Temps](#), 09.04.2014). Nous disons simplement, mais fermement, qu'il convient de donner au peuple la possibilité de reconsidérer sa décision, ce qui est tout compte fait l'essence même de sa souveraineté.

Non, le groupe Rasa ne veut donner des leçons ni aux politiques ni aux médias et encore moins au peuple. Les pointes lancées contre les milieux académiques et culturels qui portent l'initiative, qui se désintéresseraient de la politique et qui n'auraient pas même voté le 9 février, ne sont tout simplement pas du niveau de DP, ni de l'auteur j'espère. Il y en a d'ailleurs qui doivent se frotter les mains en lisant ces propos méprisants.

Non, le groupe Rasa n'est pas de ceux qui ne «*prennent pas au sérieux*» les craintes et les préoccupations qui ont pu contribuer au résultat du 9 février. Le terme choisi a un côté élitaire et hautain fort déplaisant: que les élites et les gouvernants éclairés prennent

(enfin) au sérieux les soucis du pauvre peuple! Ces craintes et préoccupations, nous les partageons pleinement. Quelle sera ma sécurité de travail l'âge avançant? Comment trouver un appartement décent conforme à mon budget? Notre infrastructure n'est-elle pas surchargée si les trains et les bus ont toujours plus de retard? Mais nous disons – merci de relire notre [explication](#) – que ces craintes et angoisses doivent et peuvent trouver une autre réponse que les contingents et les plafonds.

Car les contingents – et c'est là que l'on touche au fond – vont diviser pour des années les cantons, les régions, les branches professionnelles et les partenaires sociaux de notre pays. Ils créent une insécurité juridique insupportable pour les personnes concernées et l'économie. Ils isolent la Suisse de ses Etats voisins qui sont ses plus importants partenaires. Ils compromettent l'avenir de la recherche en Suisse et encouragent la bureaucratie et l'arbitraire. Bref, les contingents mènent la Suisse dans une impasse dont l'initiative Rasa, le moment venu, lui permettra de sortir.

Quant à la solution préconisée par mon collègue [Etienne Grisel](#) que Miéville cite comme

alternative à l'initiative Rasa, elle oublie que le nouvel article [121a](#) interdit explicitement de conclure un traité contraire à l'article sur le contingentement (al. 4). Elle oublie aussi que le recours au mécanisme prévu à l'article [141a](#), alinéa 1 - vote simultané sur un traité et les modifications constitutionnelles liées à sa mise en œuvre - n'est possible que si ce traité est soumis d'office au référendum obligatoire, ce qui n'est le cas, selon la réglementation en vigueur (art. [140](#) al. 1 let. b), qu'en cas d'adhésion à des organisations de sécurité collective ou à des communautés supranationales. Les modifications des accords bilatéraux avec lesquelles nos autorités espèrent encore pouvoir ménager la chèvre et le chou - mettre en œuvre l'article 121a tout en sauvant, voire en améliorant les bilatérales - ne seront soumises qu'au référendum facultatif (art. [141](#) al. 1 let. d ch. 3), ce qui exclut qu'elles permettent de faire sauter, par un coup de baguette magique, le verrou de l'article sur le contingentement accepté le 9 février.

Pour faire sauter ce verrou, il n'y a pas 36 solutions. L'article 121a est mauvais de la première à la dernière ligne. La gestion autonome de l'immigration des étrangers (al. 1) remet fondamentalement en question la voie bilatérale. Les contingents et les plafonds (al. 2) créent la discorde, l'insécurité et l'injustice précitées et sont inconciliables avec les intérêts économiques globaux de la Suisse (al. 3). Le principe de la préférence nationale auquel se réfère la version française (al. 3) est en contradiction ouverte avec le principe de la préférence des Suisses et des Suissesses tel que le mentionnent explicitement les versions allemande et italienne; les deux versions sont manifestement discriminatoires. L'interdiction de conclure un traité contraire à l'article 121a (al. 4) constitue un exemple d'école de l'arrogance d'une génération prétendant pouvoir restreindre la marge de manœuvre des générations futures. L'exigence de renégocier et d'adapter dans les trois ans les traités existants contraires à l'article sur le contingentement ([art. 197 ch. 11](#) al. 1) oublie

qu'il faut être deux pour conclure ou adapter un traité. L'obligation de mettre en œuvre l'article sur le contingentement à coup d'ordonnances à partir du 9 février 2017 (art. 197 ch. 11 al. 2) empêchera le peuple de se prononcer sur une réglementation qui, selon toute vraisemblance, signifiera la fin du régime des bilatérales. C'est comme le dernier jour des soldes: tout doit partir.

Je rêve d'un dimanche en décembre 2016 où le peuple et les cantons seront appelés à voter sur deux initiatives: l'initiative Rasa qui veut biffer les articles 121a et 197, chiffre 11, de la Constitution, et l'initiative de mise en œuvre que l'UDC a annoncée et qui veut imposer la dénonciation des accords bilatéraux. Je parie que bon nombre de lecteurs de DP sauront saisir cette occasion pour faire d'une pierre deux coups.

---

*Andreas Auer est professeur émérite aux Universités de Genève et Zurich, conseil à l'étude Umbricht Avocats Zurich et membre du [comité Rasa](#)*

# Plus je suis diplômé, plus je me déplace et plus je pollue

Des études françaises et suisses identifient plus finement ceux dont les habitudes de mobilité sont les plus dommageables

Michel Rey - 16 décembre 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/26997>

Le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) estime qu'à l'échelle de la planète le secteur des transports est responsable de 23% des émissions issues de la combustion d'énergies fossiles. Mais, au fait, qui sont les gens qui émettent le plus de CO<sub>2</sub> lors de leurs déplacements?

«*Les plus diplômés*», répond en substance un organisme français, le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement ([Cerema](#)). Il a procédé à 20'000 entretiens individuels, analysé les conséquences de 125'000 trajets quotidiens et de 18'000 voyages de plus de 80 km, quel que soit le mode de transport choisi. Résultat de l'étude: il apparaît que 20% des Français sont responsables de 60% des émissions dues aux déplacements.

Le Cerema distingue trois catégories de grands pollueurs. Les «*grands navetteurs*» habitent les zones périurbaines. Ils disposent de revenus plutôt confortables, émettent du CO<sub>2</sub> lors de leurs trajets quotidiens, mais voyagent peu. Les «*grands voyageurs*» sont nettement moins nombreux: des ménages actifs et très diplômés vivant au centre-ville, mais aussi des retraités fortunés. Ils polluent

peu au quotidien, mais ils sont responsables de fortes émissions à longue distance. Enfin, la troisième catégorie, baptisée «*hypermobiles*», combine les caractéristiques des deux premiers groupes: diplômés, actifs et aisés, ils sont aussi très motorisés et vivent dans les banlieues cossues des métropoles. Ils ne représentent que 5% de la population, mais émettent 19% des rejets globaux.

Pour le Cerema, les «*grands émetteurs*» ont tous un point commun: le diplôme, et non le revenu comme on le croit parfois. Autrement dit, plus les gens ont passé de longues années sur les bancs de l'université, plus ils ont tendance à se déplacer en émettant des gaz à effets de serre. En forçant le trait, on peut dire que plus on a les moyens d'être conscients du risque que représente le CO<sub>2</sub>, plus on en émet.

L'étude du Cerema confirme aussi «*l'effet barbecue*», bien connu des sociologues. Les habitants du périurbain, qui montent dans leur voiture tous les matins, n'émettent finalement pas davantage, au cours de leur vie, que les habitants du centre-ville, qui circulent tous les jours en transports en commun et prennent aussi le train pour assister à des colloques ou à

des rendez-vous d'affaires, mais sautent dans l'avion le week-end. Car les périurbains, une fois terminé leur va-et-vient quotidien, ne bougent plus, ils s'assoient autour du barbecue.

## Des pratiques similaires en Suisse?

Peut-on généraliser ces résultats à la Suisse? Les pratiques de mobilité diffèrent dans les deux pays. En Suisse, les distances sont évidemment plus réduites pour les pendulaires quotidiens et la densité ferroviaire favorise le recours aux transports publics. Mais le temps consacré au déplacement est important et ne cesse de croître. Selon des données fournies par le [Mémento statistique](#) de la Métropole lémanique, le Vaudois passe en moyenne 79 minutes chaque jour dans les transports (voiture, train, bus, etc.). Si l'on y ajoute les déplacements à l'étranger, cette durée moyenne passe à 83 minutes.

En Suisse, on est conscient du rôle du cadre de vie en tant que facteur déterminant des mobilités dites «*contraintes*» (travail, achats). Habiter dans la périphérie peu dense des villes implique des déplacements, réalisés surtout en voiture. Parallèlement, une densité élevée est associée à

une utilisation plus élevée des transports publics. C'est pourquoi les urbanistes préconisent la ville dense et condamnent l'urbanisation étalée.

Ce constat a sa part de vérité, mais il est trop réducteur, car il sous-estime les effets de la mobilité liée au tourisme et aux achats. Selon [les données](#) de l'Office fédéral de la statistique, le trafic de loisirs couvre 37% de tous les déplacements, 40% de toutes les distances et 47% de la durée totale de déplacement.

On peut faire l'hypothèse que ce type de mobilité génère des effets assez similaires à ceux observés en France.

Avec ses travaux, le [Laboratoire de sociologie urbaine](#) de l'EPFL a déjà fait ressortir l'[effet barbecue](#). Il a aussi mis en évidence une nouvelle catégorie de «*grands mobiles*»: des pendulaires qui passent plus de deux heures par jour dans les transports ou plus de 60 nuits hors de chez eux pour leur travail. Ils sont de plus en plus nombreux et

touchent toutes les catégories professionnelles. Des études sont également en cours pour identifier les déplacements de loisirs dans les agglomérations de Genève et de Zurich.

Certes, il s'agit encore d'études et la mise en œuvre de mesures appropriées prendra encore du temps. Une meilleure connaissance des pratiques de mobilité permettra d'identifier les acteurs pollueurs et de mieux cibler les politiques de transport en leur appliquant le principe: plus je pollue en me déplaçant, plus je paie.

## Rencontre européenne sur les Pédibus

Quand une micro-action citoyenne mène à demander que la mobilité autour des écoles soit pensée dès leur construction

Sabine Estier - 18 décembre 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27018>

L'automne dernier à Genève, une journée européenne réunissait une quarantaine d'intervenants autour du [Pédibus](#), ce transport d'élèves à pied assuré à tour de rôle par des parents du même quartier.

C'est la première fois que se rencontraient des responsables d'associations ou de collectivités publiques venus du Nord de l'Italie, de Belgique, d'Aquitaine, de Lille, de Grenoble, de Fribourg, Lausanne et Berne sous l'égide de l'[ATE](#) (Association Transports et Environnement), tous intéressés à développer des déplacements scolaires respectueux de

l'environnement et d'assurer la sécurité des élèves durant leurs trajets. Un objectif important quand on sait qu'un quart des accidents concernant les enfants a lieu sur le chemin de l'école et qu'avant 10 à 12 ans, un enfant ne maîtrise pas l'ensemble des compétences nécessaires à traverser une route.

Perçue de prime abord comme une action très limitée, l'organisation de Pédibus entraîne pourtant d'intéressantes répercussions, que ce soit sur l'environnement, la santé ou la vie sociale. Impact sur la pollution de l'air, grâce à la

diminution des trajets en voiture qui rendent le périmètre de l'école plus dangereux pour ceux qui viennent à pied et qui, cercle vicieux, poussent les parents à vouloir amener leurs enfants en voiture... Impact évident aussi sur la sécurité des enfants lorsqu'il faut s'aventurer sur des routes à fort trafic. Mais il y a encore le fait de permettre aux enfants de bouger et de lutter contre l'obésité, ou encore de créer des liens entre les familles du quartier. Quant aux enseignants, ils apprécient que les enfants arrivent réveillés à l'école.

De plus, les quelque [200 lignes](#)

de Pédibus qui existent en Suisse romande ont pu mener à des actions plus larges. Conscients du danger du trajet, les parents du Pédibus ou les associations de parents interviennent auprès des autorités pour demander des changements concrets sur le trajet scolaire: assurer la visibilité à tel passage piéton, modifier un trottoir, etc. D'une expérience Pédibus, on débouche à la conscience qu'une école n'est pas un îlot dans la ville, mais qu'il faut sécuriser les trajets principaux d'accès aux bâtiments

scolaires. Et *a fortiori* que les accès d'une école doivent être pensés au moment des plans de construction déjà.

Avec 15 ans d'expérience, suite à l'introduction à Lausanne de cette idée venue d'Australie, l'ATE a acquis une bonne expertise dans le domaine. A Genève, une coordination Pédibus, rattachée au Groupement des associations de parents d'élèves, a permis depuis 2002 de soutenir et développer des initiatives individuelles des parents.

Grâce à un soutien logistique, il n'était plus besoin de réinventer la roue pour chaque ligne: mise à disposition de matériel, de modèle d'horaires, d'assurance des parents conducteurs de ligne grâce au Bureau de prévention des accidents, aide pour organiser la Journée internationale à pied, afin de faire connaître le Pédibus dans l'école et le quartier.

Maintenant, l'ATE passe à la vitesse suivante et développe avec les communes intéressées des [plans de mobilité scolaire](#).

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](http://domainepublic.ch) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

## Index des liens

### **La vénérable «NZZ», les irrévérencieux et la liberté journalistique**

<http://www.nzz.ch/meinung/kommentare/fokussierung-auf-hochwertige-publizistik-1.18378064>

<http://www.domainepublic.ch/articles/26287>

<http://www.weltwoche.ch/ausgaben/2014-50/editorial-nzz-die-weltwoche-edition-502014.html>

<http://www.nzz.ch/nzzas/nzz-am-sonntag/einen-freisinn-blochschers-praegung-gibt-es-nicht-1.18444215>

<http://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/NZZKorrespondenten-schrieben-Brief-an-Verwaltungsrat/story/28388313>

<http://www.nzz.ch/schweiz/somm-bleibt-bei-der-baz-1.18444966>

<http://static.nzzmediengruppe.ch/1396594612/gb-2013-final.pdf>

<http://www.fdp.ch/kommunikation/bilder-galerie/infografiken-2014/infografiken-7-946.html>

### **Initiative Rasa: une alternative claire au chaos déclenché le 9 février 2014**

<http://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis458.html>

<http://www.domainepublic.ch/articles/26984>

<http://www.rausausdersackgasse.ch/francais/>

[http://www.letemps.ch/Page/Uuid/9a4d47de-bf3e-11e3-a19a-f690852ffc83/La\\_magie\\_de\\_la\\_d%C3%A9mocratie\\_directe](http://www.letemps.ch/Page/Uuid/9a4d47de-bf3e-11e3-a19a-f690852ffc83/La_magie_de_la_d%C3%A9mocratie_directe)

<http://www.rausausdersackgasse.ch/conference-de-presse-du-2-decembre-2014-berne/>

[http://www.letemps.ch/Page/Uuid/03c74a7c-815c-11e4-9a92-1e037d8e04b7/Immigration\\_satisfaire\\_tant\\_LUE\\_que\\_la\\_volont%C3%A9\\_du\\_peuple\\_cest\\_possible](http://www.letemps.ch/Page/Uuid/03c74a7c-815c-11e4-9a92-1e037d8e04b7/Immigration_satisfaire_tant_LUE_que_la_volont%C3%A9_du_peuple_cest_possible)

<http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a121a>

<http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a121a>

<http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a140>

<http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a141>

<http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#fn-#a197-17>

<http://www.rausausdersackgasse.ch/francais/>

### **Plus je suis diplômé, plus je me déplace et plus je pollue**

<http://www.cerema.fr/>

<http://www.metropolelemanique.ch/publications/26-11-14/>

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/11.html>

<http://lasur.epfl.ch/>

<http://fr.forumviesmobiles.org/video/2014/11/26/questionner-leffet-barbecue-2686>

### **Rencontre européenne sur les Pédibus**

<http://www.pedibus-romandie.ch/>

<http://www.ate.ch/>

<http://www.pedibus-romandie.ch/les-lignes>

<http://www.mobilitescolaire.ch/>